

[Texte]

I still think the concept of the unextinguished lands is damned important and probably ought to be included in Bill C-68. If I understand it right, and maybe it only needs a yes or no answer, the fear is that unless... Sure, the whole Yukon is included—the unextinguished—and presumably the whole of the Yukon falls under that category.

Mr. Walsh: With the exception of a portion of the northern Yukon, which is under the COPE settlement, a land claims agreement.

Mr. Fisher: What I hear you saying is that you had someone come along when you and even the federal government thought things were protected. Let us not make any more mistakes. Let us call the whole thing unextinguished and therefore constitutionally protected until such time...

I realize Ms McDonald is speaking for the Council for Yukon Indians. There are more claims than simply the Kluane Tribal Council's claim, but until such time as all the claims are settled—maybe I should even say until all the entitlements have been fulfilled—everything is considered to be unextinguished, after which time presumably there would be portions that would no longer fall under that and would be free to be developed by either the Yukon or the federal government and so on. I hear you saying we have to do this in order to protect it in the interim, until everything is settled.

Chief Johnson: Exactly. What we have been experiencing in the last 17 years of negotiations in good faith has been the continuous practice of the federal government and YTG to grant leases, whether claims leases, grazing leases, cottages—all different aspects of alienation. This process has continued. We thought we were protected under the interim protection agreement of 1987, but Halferdahl proved it to be wrong. I do not think it is a particularly tough stance we are taking. It is a stance that will ultimately result in a land claims settlement.

• 1710

Mr. Wilbee (Delta): I have a short question for Mr. Walsh. He talked about Mr. Berger's paper, then I noticed that in the first paragraph of that paper it talks about how he found Steve Walsh's papers helpful. I have been glancing through it. I got this only today. I did not see your name anywhere else. What papers are we referring to here?

Mr. Walsh: Essays I wrote as a law student on the 1870 order.

Mr. Wilbee: Are they published or available or...? They were private to Mr. Berger?

Mr. Walsh: Yes. I had the honour of working in Mr. Berger's office as an articling student.

The Chairman: I want to thank the witnesses for appearing before the committee and for travelling such a long way to give us the benefit of their testimony. Again, thank you all very much.

[Traduction]

Je suppose que le concept de droits territoriaux les non éteints est très important et qu'il faudrait probablement l'insérer dans le projet de loi C-68. Si je comprends bien cette notion, et peut-être suffit-il d'un oui ou d'un non, on craint qu'à moins... Certainement, tout le Yukon est compris, non éteinte; tout le Yukon fait probablement partie de cette catégorie.

M. Walsh: A l'exception d'une partie du nord du Yukon, qui est sous le régime de l'entente conclue par le Comité d'étude des droits autochtones, il s'agit d'un règlement de revendications territoriales.

M. Fisher: Ce que vous dites, c'est que quelqu'un est venu quand vous, et même le gouvernement fédéral, croyaient que la protection était assurée. Ne commettons pas de nouvelles erreurs. Disons que tout le territoire est constitué de terres dont les droits ne sont pas éteints et que par conséquent, elles sont protégées par la Constitution jusqu'à ce que...

Je me rends compte que M^{me} McDonald parle au nom du Conseil des Indiens du Yukon, mais tant que toutes les revendications ne seront pas réglées, je devrai même peut-être dire tant que tous les droits n'auront pas été honorés, on pourra considérer toutes les terres comme des terres dont les droits ne sont pas éteints, après quoi, certaines parties du territoire ne feraient plus partie de cette catégorie et pourraient être mises en valeur par le Yukon, par le gouvernement fédéral, etc. D'après vous, nous devons procéder ainsi pour protéger le territoire en attendant que tout soit réglé.

Le chef Johnson: Exactement. Nous négocions depuis 17 ans de bonne foi et au cours de cette période, nous avons remarqué que le gouvernement fédéral et le gouvernement du Yukon ne cessent d'accorder des baux, que ce soit pour des concessions minières, des pâturages, des chalets, qui créent toutes sortes de contraintes. Cela n'a pas cessé. Nous pensions être protégés par l'Accord provisoire de protection de 1987, mais Halferdahl a prouvé que ce n'était pas vrai. Je ne crois pas que nous adoptions une position particulièrement rigide. Cette attitude débouchera finalement sur un règlement des revendications territoriales.

M. Wilbee (Delta): J'ai une petite question à poser à M. Walsh. Il a parlé du document de M. Berger et j'ai constaté que dans le premier paragraphe de ce document, ce monsieur explique qu'il a trouvé les documents de Steve Walsh utiles. Il se fait que j'ai jeté un coup d'oeil sur ce document. Je ne l'ai reçu qu'aujourd'hui. Je n'ai vu votre nom nulle part ailleurs. De quels documents parlent-ils?

M. Walsh: Des essais sur l'ordonnance de 1870 que j'ai écrits lorsque j'étais étudiant en droit.

M. Wilbee: Sont-ils publiés ou y a-t-il moyen de se les procurer...? S'agit-il de documents personnels de M. Berger?

M. Walsh: Oui. J'ai eu l'honneur de travailler au bureau de M. Berger lorsque j'étais étudiant en droit et que je faisais ma cléricature.

Le président: Je tiens à remercier les témoins d'avoir bien voulu comparaître devant le comité et d'avoir parcouru de telles distances pour nous faire profiter de leur témoignage. Merci encore infiniment à tous.